

Liberté et démocratie en état de siège à Washington, DC

Alors que le Président Bush proclamait son « mandat » de propagation de la liberté et de la démocratie partout dans le monde, dans la foule au pied du Capitole, la police emmenait un manifestant qui avait osé brandir une banderole de protestation. Les banderoles et pancartes étaient interdites durant la cérémonie d'investiture sur le Capitole.

L'ironie de ce moment, filmé par les caméras de CNN, était profonde. Elle révélait les changements considérables qu'ont subit les libertés politiques si chères aux Américains depuis la première investiture du Président Bush en 2001.

Que les dissidents prennent garde ! L'administration Bush et les dirigeants du Congrès ont donné le nouveau ton après les attaques de 2001 : « Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes contre nous », ont-ils déclarés alors qu'ils mobilisaient la nation pour une guerre mondiale sans fin contre des ennemis inconnus, dans des régions inconnues.

Qui oserait s'opposer à la « guerre contre le terrorisme » qui était censée venger les attaques subies par les USA ? Qui oserait mettre en doute les pouvoirs de police internes, devenus étendus et intrusifs, qui permettaient de fouiner dans la vie des citoyens privés et de ramasser ceux qui étaient suspectés d'être des sympathisants ? Qui oserait s'opposer à la guerre en Irak, dont la possession présumée d'armes de destruction massive représentait une menace imminente pour la paix et la sécurité ? Qui oserait refuser de dépenser des centaines de milliards de dollars pour financer ces guerres et « soutenir nos troupes » qui risquent leur vie pour défendre la liberté ?

Le patriotisme des quelques membres du Congrès qui ont exprimé leur désaccord durant les premiers mois de cette « guerre contre le terrorisme » a été mis en doute, comme ce fut le cas pour ceux qui remettaient en question la guerre en Irak lancée par le Président. Ils ont été punis pour leurs dissensions par leurs opposants lors des campagnes électorales de 2002 et de 2004 en subissant des attaques politiques qui mettaient en doute leur loyauté et leur patriotisme. Ce fut également un thème central de la campagne présidentielle.

Mais on est allé beaucoup plus loin pour décourager la dissidence dans le public. Le FBI a enquêté sur des groupes de défense de la paix et de la justice comme le comité de Quakers *American Friends Service Committee*¹. Les départements de police locale de tout le pays ont utilisés des nouvelles tactiques agressives pour disperser ou empêcher les manifestations publiques pacifiques, en arrêtant, sans aucune distinction, des centaines de manifestants et de spectateurs.

¹ *American Friends Service Committee (AFSC)* est une association caritative quaker installée aux Etats-Unis, parfois appelée le *Secours Quaker américain*.

Les musulmans d'Amérique ont peur de contribuer à leurs associations de charité ou de parler librement de leurs préoccupations face à ce que leur gouvernement entreprend en leur nom. On a demandé aux mosquées de transmettre des listes de membres au FBI. Même des membres du Congrès ont été détenus à l'aéroport parce qu'ils avaient été identifiés par erreur comme des personnes suspectes par les listes de surveillance des terroristes (*terrorist watch lists*).

Retournons à Washington, DC, à la Maison Blanche, où des dirigeants religieux qui étaient auparavant régulièrement reçus par les administrations, qu'elles soient républicaines ou démocrates, se voient refuser des audiences avec des fonctionnaires de la Maison Blanche : « Si vous n'êtes pas ici pour nous soutenir, nous ne voyons pas l'intérêt de parler avec vous », voilà le message. Les convictions rationnelles ou morales n'intéressent personne ici, à moins que ça ne soit pour soutenir la vision dominante.

Capitol Hill est devenu un campement armé. Des gardes munis de mitrailleuses patrouillent sur les marches du Capitole, là où, dans le passé, les touristes pouvaient se promener à leur guise. Les rues sont régulièrement fermées au trafic durant des alertes de sécurité très élevées. On a installé des dizaines de postes de contrôle de police permanents. On a placé des barrières de béton autour des bâtiments gouvernementaux et des monuments. Tous les visiteurs sont minutieusement fouillés avant d'entrer dans les bâtiments du Congrès, et l'accès au Capitole est extrêmement contrôlé.

Depuis les attaques à l'anthrax, le courrier postal envoyé par les électeurs aux membres du Congrès arrive avec plusieurs semaines de retard, car il doit être irradié, ouvert et isolé du site avant d'être distribué. Des gardes empêchent les groupes comme le FCNL (*Friends Committee on National Legislation*)² d'entrer avec des documents papier pour les distribuer aux membres du Congrès et à leur personnel. Nombreux sont les bureaux des membres qui n'acceptent pas les brochures et les déclarations distribuées directement de peur qu'elles ne soient imprégnées de substances létales.

La récente investiture était à l'image des extrêmes que le nouvel État protecteur atteindra au nom de la défense « de la liberté et la démocratie ». Les rues ont été fermées au trafic des véhicules pour la journée sur à peu près six kilomètres carrés. Plus de 6000 policiers et 7000 militaires ont été déployés pour assurer la sécurité (à peu près 13 gardes armés pour 100 spectateurs). Pour accéder au parcours où se déroulait le discours et la parade, il fallait passer par une douzaine de postes de contrôle où tout le monde était fouillé. Ni panneau ni affiche n'était toléré sur le Capitole. Les tireurs d'élite étaient aux aguets. Était-ce Bagdad ou Washington, DC ?

Les changements décrits ci-dessus ne sembleront peut-être pas extraordinaires pour beaucoup de pays ayant déjà une plus longue expérience de la violence extrémiste et des mesures de haute sécurité. Rien de surprenant non plus pour ceux qui ont déjà essayé de passer à pied devant l'ambassade des États-Unis à Bruxelles, semblable à une forteresse lourdement armée. (Une voiture blindée se trouve devant et les piétons doivent montrer leurs papiers d'identité avant de passer sur le trottoir public). Mais aux USA, ces tendances sont cependant alarmantes.

² Lobby émanant des Quakers fondé aux États-Unis par des membres de la Société religieuse des Amis en 1943 ?

Que présagent ces tendances pour la liberté politique et religieuse, pour le discours rationnel, civil, politique, pour les citoyens et les groupes qui peuvent communiquer leurs préoccupations à leurs représentants, pour le Congrès américain en tant qu'organe délibérant et organe de contrôle des actes du Président ?

La lumière diffusée par notre pays, comme phare de la liberté et des droits, semble être en train de s'atténuer.

Ned Stowe, Senior Legislative Secretary au sein du Friends Committee on National Legislation

Translation : Myriam Demaret